

Commission du Travail

Réunion retransmise en direct¹

Procès-verbal de la réunion du 01 octobre 2025

Ordre du jour :

1. Adoption des projets de procès-verbal de la réunion jointe du 18 juin 2025 (Débat public), de la réunion jointe du 16 juillet 2025 et des réunions des 2 et 16 juillet 2025
2. 8153 Projet de loi portant modification du Chapitre III du titre Premier du livre V du Code du travail (maintien dans l'emploi)
- Rapporteur : Madame Nathalie Morgenthaler

- Echange de vues au sujet des propositions d'amendements
3. Demande de mise à l'ordre du jour de la sensibilité politique « déi gréng » du 11 septembre 2025 : « La décision des syndicats OGBL et LCGB de ne plus participer aux réunions du Comité permanent du travail et de l'emploi (CPTE) » (sans la présence de Monsieur le Premier Ministre)
4. Divers

*

Présents : M. Gilles Baum (remplaçant M. André Bauler), M. Marc Baum, Mme Djuna Bernard, M. Jeff Boonen (remplaçant Mme Stéphanie Weydert), Mme Corinne Cahen, M. Mars Di Bartolomeo, M. Georges Engel, M. Jeff Engelen, M. Claude Haagen, Mme Carole Hartmann, Mme Françoise Kemp, Mme Mandy Minella, M. Marc Spautz, M. Charles Weiler

M. Sven Clement, observateur délégué
M. Franz Fayot, observateur

M. Georges Mischo, Ministre du Travail
Mme Nadine Welter, du ministère du Travail

Mme Mara Bilo, du groupe parlementaire CSV

Mme Alisa Babacic et Mme Nathalie Cailteux, du Service des commissions de l'Administration parlementaire

Mme Christine Thinnes, du Service des relations publiques de l'Administration parlementaire

Excusés : M. André Bauler, Mme Nathalie Morgenthaler, Mme Stéphanie Weydert

*

Présidence : M. Marc Spautz, Président de la Commission

*

S'agissant de la première réunion de la Commission du Travail retransmise en direct, Monsieur le Président Marc Spautz (CSV) invite les membres de la commission à définir la gestion du temps de parole conformément au règlement interne. Il suggère dans un premier temps de ne pas imposer une limite à la durée d'intervention, quitte à revenir sur cette décision si cela s'avère nécessaire. Cette proposition ne soulève aucune objection et est par conséquent adoptée.

1. Adoption des projets de procès-verbal de la réunion jointe du 18 juin 2025 (Débat public), de la réunion jointe du 16 juillet 2025 et des réunions des 2 et 16 juillet 2025

Les projets de procès-verbal sous rubrique sont approuvés.

Monsieur le Président Marc Spautz (CSV) propose d'inverser les points 2 et 3 de l'ordre du jour, ce qui ne soulève aucune objection.

2. Demande de mise à l'ordre du jour de la sensibilité politique « déi gréng » du 11 septembre 2025 : « La décision des syndicats OGBL et LCGB de ne plus participer aux réunions du Comité permanent du travail et de l'emploi (CPTÉ) » (sans la présence de Monsieur le Premier Ministre)

Monsieur le Président Marc Spautz (CSV) invite Madame la Députée Djuna Bernard (*déi gréng*) à prendre la parole pour présenter sa demande de mise à l'ordre du jour. Celle-ci rappelle que durant la réunion du 4 septembre qui a fait suite à la dernière table ronde sociale, sa sensibilité politique *déi gréng* avait déjà émis le souhait de connaître les perspectives et démarches envisagées par le Gouvernement au sein du Comité permanent du travail et de l'emploi (ci-après « CPTÉ »). Cette question est désormais d'autant plus pertinente puisque les syndicats ont fait part à la presse qu'ils ne souhaitent plus participer à des discussions en tripartite au sein du CPTÉ.

Si la sensibilité politique *déi gréng* regrette cette décision au vu des grands défis sur la table à l'heure actuelle, elle comprend par ailleurs parfaitement la décision des syndicats qui ont perdu confiance dans le dialogue social et les négociations tripartites. Selon l'oratrice, il est compréhensible que les syndicats se sentent déçus vis-à-vis de leur rôle au sein du CPTÉ, qui semble désormais réduit à une sorte d'« alibi ». La mission du CPTÉ est à leurs yeux remise en cause puisqu'il ne semble plus possible de négocier jusqu'au bout un accord avec tous les compromis qui l'accompagnent.

Néanmoins, ajoute Mme Djuna Bernard, des points importants figurent sur la table des négociations et la sensibilité politique *déi gréng* estime qu'il est important de prendre connaissance des intentions du Gouvernement pour remédier à l'état actuel des choses. Des rendez-vous ont-ils déjà été fixés pour les négociations bilatérales ? Des démarches sont-elles envisagées pour redonner confiance aux parties prenantes, ce qui semble vital à l'intervenante afin de perpétuer le modèle social luxembourgeois qui fait la fierté de tous et garantir ainsi l'attractivité du pays ?

Après avoir remercié Madame la Députée Djuna Bernard (*déi gréng*) pour ses questions concernant le CPTE, Monsieur le Ministre du Travail Georges Mischo rappelle tout d'abord que les dispositions législatives en vigueur¹ prévoient une réunion du CPTE au moins trois fois par an. Durant les discussions des tables rondes sociales en juillet et en septembre, il a été convenu entre toutes les parties que la question de l'organisation du temps de travail serait abordée au sein du CPTE, une instance plus appropriée pour traiter de cette vaste thématique. Cependant, le 11 septembre, l'union des syndicats (OGBL et LCGB) a adressé une lettre à Monsieur le Premier Ministre pour lui indiquer qu'ils ne viendraient pas négocier cette question au sein du CPTE. Monsieur le Ministre du Travail, tout comme le Gouvernement, regrettent cette décision, car le CPTE constitue l'instance idéale pour aborder ce sujet avec les trois parties concernées. Sur demande des syndicats, le Gouvernement a toutefois accepté d'examiner ce point de façon bilatérale.

Monsieur le Ministre du Travail tient encore à faire remarquer que selon la loi du 21 décembre 2007 portant création d'un Comité permanent du travail et de l'emploi et d'une instance de conciliation individuelle et portant ajout d'un titre V au Livre VI du Code du travail¹, il n'existe pas d'obligation pour le CPTE d'aboutir à un accord. L'article L. 651-1, paragraphe 3, alinéa 2, de la loi précitée se lit comme suit : « Le comité pourra recommander aux ministres concernés de prendre les décisions nécessaires ... ». Bien qu'il existe une confusion quant aux missions effectives du CPTE en raison des nombreux accords conclus par le passé au sein de cette instance, l'intervenant reconnaît qu'aboutir à un accord demeure bien entendu toujours la meilleure option.

Monsieur le Ministre du Travail informe encore les membres de la commission qu'il a l'intention de convoquer le CPTE cette année, parce qu'en plus de l'organisation du temps de travail, d'autres thèmes importants restent à discuter, notamment la transposition de la directive relative à l'amélioration des conditions de travail dans le cadre du travail via une plateforme². L'orateur fait d'ailleurs savoir qu'avant les dernières tables rondes sociales, les syndicats lui avaient demandé de mettre ce point à l'ordre du jour d'un CPTE. À titre informatif, Monsieur le Ministre ajoute que la transposition de cette directive n'a pas encore été réalisée par les autres États membres. Il pense que chacun attend de voir comment l'autre effectuera cette démarche, sachant aussi que le travail des plateformes n'est par essence pas limité à un territoire donné. Des discussions sont en cours au sein d'un groupe de travail à la Commission européenne, auquel participent des agents du ministère du Travail qui représentent le Luxembourg.

Monsieur le Ministre du Travail donne encore les précisions suivantes. Les discussions bilatérales avec les syndicats d'une part, et avec le patronat d'autre part, débuteront fin octobre. Les présidents des syndicats et du patronat en ont été informés. Onze points relatifs à l'organisation du temps de travail sont à traiter sur un délai qui pourrait s'étendre d'octobre 2025 à mars 2026. Étant donné qu'un CPTE s'est déjà réuni cette année, deux autres CPTE seront encore organisés, en conformité avec la loi. La transposition de la directive précitée fera l'objet d'un des deux CPTE et il n'a pas encore été décidé quel sera l'ordre du jour du second.

À la question de Madame la Députée Djuna Bernard (*déi gréng*), Monsieur le Ministre du Travail confirme que onze points concernant l'organisation du temps de travail ont été identifiés et seront discutés au fur et à mesure des réunions bilatérales. Le délai pour aborder ces onze sujets sera fixé fin octobre avec les partenaires sociaux.

Madame la Députée Djuna Bernard (*déi gréng*) s'interroge sur les démarches que souhaite entreprendre le Gouvernement pour redonner confiance aux syndicats dans le dialogue social

¹ Loi du 21 décembre 2007 portant création d'un Comité permanent du travail et de l'emploi et d'une instance de conciliation individuelle et portant ajout d'un titre V au Livre VI du Code du travail.

<https://legilux.public.lu/eli/etat/leg/loi/2007/12/21/n16/jo>

² DIRECTIVE (UE) 2024/2831 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 23 octobre 2024 relative à l'amélioration des conditions de travail dans le cadre du travail via une plateforme https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L_202402831

et les négociations tripartites. Elle entend bien que Monsieur le Ministre du Travail a souligné qu'il n'était pas obligatoire d'arriver à un accord au sein du CPTE et se demande si ses intentions visent encore un accord dans un dialogue tripartite ou s'il pense que cet objectif idéal n'est plus de mise à l'heure actuelle.

Monsieur le Ministre Georges Mischo regrette également que des accords n'aient pu être conclus en septembre. Il n'a jamais prétendu qu'il ne voulait pas trouver d'accord au sein du CPTE, mais a seulement souligné le fait qu'une obligation d'accord ne figurait pas dans la loi en ce qui concerne le CPTE. Il souhaite renouer avec la confiance des partenaires sociaux lors des prochaines réunions bilatérales et aboutir à une ligne commune. Il espère également que les réunions tripartites telles qu'elles étaient organisées auparavant au sein d'un CPTE pourront reprendre dès que possible. L'intervenant pensait vraiment pouvoir discuter de l'organisation du temps de travail au sein du CPTE dans un dialogue réunissant tous les partenaires sociaux afin d'aboutir à un accord à trois. Puisque de telles discussions tripartites ne sont désormais plus possibles, Monsieur le Ministre du Travail tentera d'arriver à un accord par le biais de négociations bilatérales et il aspire à retrouver le fonctionnement « normal » d'un CPTE par la suite.

Comme Madame la Députée Djuna Bernard (*déi gréng*) a terminé avec ses questions, Monsieur le Président Marc Spautz (CSV) ouvre l'échange de vues avec les députés.

Echange de vues

Monsieur le Député Sven Clément (*Piraten*) s'interroge sur l'interaction future entre les réunions bilatérales concernant les onze points de l'organisation du temps de travail et l'aboutissement d'une décision ou d'un accord. Il se demande quelles sont les intentions de Monsieur le Ministre du Travail après les négociations bilatérales : prendre une décision qui se situe à mi-chemin entre les positions des uns et des autres sur chacun des onze points ou finaliser un paquet de mesures qui seront peaufinées ensemble et en accord avec toutes les parties ?

Monsieur le Ministre du Travail Georges Mischo précise qu'onze réunions bilatérales ne sont pas prévues au programme, car beaucoup de points peuvent être traités ensemble. Il espère vraiment qu'un accord entre les parties pourra être trouvé sur tous ces points. Comme il l'a dit précédemment, le CPTE se réunira en parallèle des réunions bilatérales pour traiter d'autres sujets comme la transposition de la directive précitée relative à l'amélioration des conditions de travail dans le cadre du travail via une plateforme. Quoi qu'il en soit, il convoquera trois CPTE l'année prochaine, comme cela est prévu par la loi.

Monsieur le Député Georges Engel (*LSAP*) est convaincu que Monsieur le Ministre du Travail ainsi que d'autres ministres auraient souhaité aboutir à un accord lors des tables rondes sociales. Il s'interroge toutefois sur la raison pour laquelle aucun accord n'a été conclu en septembre, alors que, selon les dires des syndicats, il aurait été possible d'aboutir à une solution si le Gouvernement s'était donné un peu plus de temps pour poursuivre les discussions.

Sa seconde question concerne les dispositions législatives relatives aux conditions de travail via les plateformes. L'intervenant a noté que ce point sera abordé lors d'un prochain CPTE. Néanmoins, il se rappelle que Monsieur le Ministre du Travail avait déjà évoqué son intention de déposer rapidement un projet de loi à ce sujet voici près d'un an. Même si aucun État membre n'a encore transposé la directive, l'intervenant affirme que certains pays comme la France et l'Espagne disposent déjà de lois pour réguler le travail des plateformes, ce qui n'est pas le cas au Luxembourg. C'est pourquoi, il regrette qu'il ait fallu attendre jusque fin 2025 pour organiser au plus vite un CPTE sur ce sujet.

Par ailleurs, l'intervenant souhaite également connaître les intentions du Gouvernement quant aux onze points concernant l'organisation du temps de travail : trouver un accord global ou un accord pour chacun des onze points concernés ?

Monsieur le Député Marc Baum (déi Lénk) reconnaît à travers les propos de Monsieur le Ministre du Travail le changement de paradigme qui se reflète dans le Gouvernement actuel en ce qui concerne la notion de dialogue social. Alors qu'auparavant, la priorité d'un CPTe était d'aboutir à un accord commun, il s'agit à présent d'un résultat bienvenu, mais non obligatoire.

Quant à la question des conditions de travail via les plateformes, l'intervenant rappelle qu'il s'agit de la requête des syndicats d'aborder ce point au sein du CPTe. Or, comme les syndicats ont décidé de boycotter les réunions tripartites du CPTe, ce point qui leur tient à cœur sera donc traité exclusivement entre le Gouvernement et le patronat. C'est pourquoi, Monsieur Marc Baum se demande si la question du travail via les plateformes sera également abordée lors des négociations bilatérales avec les syndicats dans le cadre des discussions relatives à l'organisation du temps de travail.

Pour ce qui concerne les conditions de travail via les plateformes, Monsieur le Député Marc Baum (déi Lénk) rappelle qu'il a repris à son nom la proposition de loi n°8001 sur le sujet, déposée en mai 2022. Lors de la présentation de cette proposition de loi, Monsieur le Ministre du Travail avait déjà évoqué le fait que chaque État membre attend la réaction des autres quant à la transposition de la directive précitée. L'intervenant doute qu'il s'agisse là d'une position responsable, car elle vise à évaluer les tendances du marché plutôt qu'à sécuriser le travail des salariés ou indépendants sur ces plateformes. Dès lors, l'intervenant annonce ici que sa sensibilité politique *déi Lénk* déposera elle-même des amendements au texte initial de la proposition de loi n°8001 dans les prochaines semaines afin de se conformer avec la directive précitée. De cette façon, déclare l'orateur, la Chambre des Députés au Luxembourg pourra démontrer que ce sujet lui tient à cœur et qu'elle n'attend pas la réaction de l'un ou l'autre État membre pour se pencher sur la sécurité des travailleurs.

Monsieur le Ministre du Travail Georges Mischo réfute catégoriquement la présupposition de Monsieur Marc Baum selon laquelle il mettrait expressément à l'ordre du jour d'un CPTe la question du travail sur les plateformes afin d'écarter les syndicats du débat. Il fait d'ailleurs savoir que ceux-ci ont clairement indiqué dans leur lettre adressée à Monsieur le Premier Ministre leur intention de ne plus participer au CPTe pour les questions d'organisation du temps de travail. Cela ne signifie pas qu'ils ne souhaitent pas participer au CPTe pour aborder la question du travail sur les plateformes. L'orateur espère retrouver tous les partenaires sociaux autour de la table lorsque ce point sera discuté au sein du CPTe.

Monsieur le Ministre du Travail réfute également les allégations selon lesquelles l'objectif prioritaire du Gouvernement n'est pas d'aboutir à un accord. Au contraire, affirme l'orateur, ils ont longuement discuté afin de trouver des accords durant les tables rondes sociales. Il s'agit également de l'objectif visé pour les futures discussions bilatérales au sujet de l'organisation du temps de travail.

Quant à la façon de gérer les onze points de l'organisation du temps de travail, l'orateur est d'avis que chaque partie devra sans doute mettre de l'eau dans son vin pour l'un ou l'autre des points concernés. Il s'agira en fin de compte de finaliser un accord global sur un paquet de mesures qui sera acceptable aussi bien pour les syndicats que pour le patronat et pour le Gouvernement.

Monsieur le Ministre affirme encore que même si la loi ne prévoit pas une obligation d'accord pour le CPTe, son objectif à lui a toujours été de trouver un accord. Étant donné qu'en septembre, il n'a pas été possible d'aboutir à un accord entre tous les partenaires sociaux, le Gouvernement a dû prendre ses responsabilités en adoptant des décisions.

Monsieur le Député Claude Haagen (LSAP) revient sur les conditions de travail via les plateformes qui le préoccupent grandement. Selon ses recherches, 28 millions de personnes étaient concernées par le travail via les plateformes en 2022. En 2025, ce nombre est passé à 43 millions. Il s'interroge sur le délai fixé jusqu'en 2026 pour procéder à la transposition de la directive et le fait de devoir attendre les réactions des autres États membres avant de se prononcer. Sachant que le Luxembourg fait figure en politique de pionnier dans plusieurs

domaines, notamment les finances, l'intervenant est d'avis que le pays pourrait également s'engager comme tel dans le secteur social afin de sécuriser les personnes concernées par le travail sur les plateformes. Monsieur Claude Haagen pense en outre que plus on attend, plus il y aura de gens concernés et plus il sera difficile de mettre en œuvre cette transposition au niveau national.

Monsieur le Ministre du Travail Georges Mischo confirme la tendance à la hausse du nombre de travailleurs concernés par les plateformes. Il rappelle qu'un groupe de travail, dans lequel tous les États membres sont représentés, s'active actuellement sur le sujet à Bruxelles. L'orateur fait savoir qu'il n'est pas opposé au fait que le Luxembourg fasse figure de pionnier dans ce domaine. Toutefois, le Luxembourg doit observer la position des pays voisins afin de pouvoir définir au mieux le statut des travailleurs concernés. La sécurité des personnes travaillant sur les plateformes est une priorité et elle passe par la définition du statut du travailleur qui fluctue entre salarié et faux indépendant. L'orateur pense qu'il est important de fixer des critères stricts pour faire prévaloir le statut de salarié dans le sens de la directive.

Monsieur le Député Claude Haagen (LSAP) insiste sur le fait qu'une décision claire doit être prise dès que possible sur le statut des personnes concernées afin de poursuivre au plus vite les travaux de transposition.

Monsieur le Président Marc Spautz (CSV) s'adresse à Madame la Députée Djuna Bernard (dél gréng) pour savoir si elle a obtenu toutes les réponses à sa requête, ce qu'elle confirme. Elle souhaite néanmoins que Monsieur le Ministre du Travail tienne la commission régulièrement au courant de l'avancée des discussions.

Monsieur le Ministre du Travail promet de rendre compte devant la Chambre du déroulement des négociations bilatérales.

3. 8153 Projet de loi portant modification du Chapitre III du titre Premier du livre V du Code du travail (maintien dans l'emploi)

Au vu du manque de temps restant, ce point est reporté à l'ordre du jour d'une prochaine réunion.

4. Divers

Aucun sujet n'est abordé sous ce point.

Procès-verbal approuvé et certifié exact
